

La nouvelle économie, géant médiatique mais petit poucet économique ?

La question de la « nouvelle économie », notamment en ce qui concerne le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, se pose sans doute différemment en Afrique qu'ailleurs. Ainsi, il est devenu à la mode de parler du « leapfrog », du rattrapage économique, que permettrait le numérique en Afrique. N'étant pas entravées par des infrastructures rendues obsolètes par les progrès de l'informatique, les économies africaines seraient avantagées pour s'équiper en matériel moderne. Et pour développer tous les avantages découlant de leur usage massif : fin de la fracture numérique, optimisation des services publics, e-éducation, télémédecine, développement de la fintech, etc. Et en effet, les retombées positives potentielles de ces technologies sont innombrables. Mais pour être innombrables, sont-elles néanmoins accessibles ? En d'autres termes, la nouvelle économie en Afrique peut-elle dépasser le stade du phénomène médiatique ?

Le doute est de mise, quand l'on aborde un sujet où tant de choses sont dites, mais où les preuves manquent encore. Les bienfaits du numérique ont mis beaucoup de temps à se faire sentir dans les économies industrialisées, notamment en raison de l'appropriation des nouveaux outils par leurs utilisateurs. Et les situations économiques sont difficilement comparables entre les économies africaines et les économies industrialisées. Il est donc difficile de faire des projections sur la base des données existantes au « Nord ».

Présenter la digitalisation des économies comme la panacée aux retards de développement des économies africaines, c'est penser que tous les services qui n'existent pas encore, pourraient être remplacés par leurs équivalents numériques. Pourtant, si les infrastructures sanitaires ne sont pas aux normes en termes d'équipement, si le personnel soignant est trop peu nombreux, aucun outil numérique ne pourra suppléer à ces manques matériels.

De même, l'e-éducation n'a pas vocation à remplacer l'échange en classe, qui participe au développement intellectuel, affectif et social des élèves. Le premier problème des populations tenues à l'écart de l'enseignement, ce n'est pas l'accès au MOOC, mais à des professeurs et à des salles de classes. Enfin, les nouvelles technologies financières sont un outil de financement extrêmement puissant, mais sans les infrastructures bancaires et une réglementation stricte, elles risquent de créer des bulles spéculatives comme cela a été observé récemment au Kenya. Dans ce cas, les effets négatifs de la nouvelle technologie risquent de l'emporter sur les effets bénéfiques.

N'insister que sur la dématérialisation des services sans songer à leur extension, reviendrait à accroître la ségrégation sociale dont souffrent les populations les plus isolées, dans et hors des centres urbains. Car ne bénéficieraient pleinement de la télémédecine, de l'e-éducation, et de tous les services numériques, que les populations disposant déjà du socle de connaissances et du niveau de vie de base leur permettant de s'équiper et d'utiliser les nouveaux outils. Pour que la nouvelle économie ne soit pas un mirage de plus, il faut la considérer comme une composante de la « vieille économie » matérielle, dont elle est un accélérateur.

Les entreprises qui fleurissent dans la nouvelle économie ont, elles aussi, besoin d'un soutien pour croître, et notamment d'un soutien financier qui leur fait encore cruellement défaut. Comment développer l'économie numérique sans fibre optique, et sans les centrales énergétiques pour alimenter les réseaux et les data centers ? L'économie numérique ne se construit pas dans le vide. Pour être « dématérialisée », elle n'en a pas moins besoin de lourds investissements dans les infrastructures de transmission et de stockage de l'information. Et elle demande de grands efforts de financement des entreprises numériques, d'un développement du crédit, de *risk mitigation*, de garanties et d'une réglementation qui soient de nature à rassurer les investisseurs.

Trop souvent, le caractère magique de la numérisation de l'économie est invoqué au point de faire croire que ce domaine obéirait à d'autres lois que le reste de l'économie. Mais la nouvelle économie, c'est avant tout un ensemble de secteurs faisant appel aux mêmes ressources que les autres champs économiques : des matières premières, des usines de transformation, des infrastructures matérielles, et une éducation du public à l'utilisation des nouveaux outils. C'est un champ extrêmement intensif en capital, et l'industrie numérique requiert des investissements publics et privés conséquents pour que se développe un écosystème économique de qualité...

La nouvelle économie ouvre un champ de possibles extrêmement vaste, mais pour qu'elle s'épanouisse, les économies africaines ne pourront pas faire l'économie d'une mise en place des infrastructures physiques existant dans toutes les économies industrielles diversifiées.